Contribution sur le mouvement autonome

L'essor des mouvements étudiants nous fait assister à celui de la mouvance autonome. La présente contribution entend donner des éléments d'explication des causes d'un tel développement, en même temps qu'elle essaye de proposer une politique à l'égard de ce courant. Nous tenons à préciser que ce texte va bien sûr commettre de vulgaires généralisations concernant les mouvances autonomes. Ils représentent beaucoup de courants très différents. Nous nous attachons ici principalement à ceux que nous connaissons par les mouvements universitaires. Leurs visions théoriques et programmatiques vont sûrement être simplifiées ici, ce n'est pas dans le but de la caricature mais bien pour essayer de centrer les différences fondamentales.

I. La nécessité d'aller au dialogue

Les jeunes séduits par la mouvance autonome, sont souvent motivés par un profond et sincère sentiment de révolte. Ils sont de fait à l'avant garde de beaucoup de luttes universitaires. Ils le sont avec leurs méthodes, avec leur idéologie, et y compris avec leur vision de l'avant-garde, mais ce sont eux qui animent beaucoup des mouvements, et contribuent à leur radicalisation.

Les balayer d'un revers de main en les traitant de gauchiste (quoique la caractérisation soit exacte) ne résout pas la question de savoir comment l'on s'adresse à eux. Si nous voulons nous développer, gagner les jeunes les plus radicaux et les plus révoltés, il nous faut avoir une politique à l'égard du mouvement autonome, sinon c'est lui qui gagnera ces jeunes là. C'est une idéologie bien souvent individualiste en dernière instance, qui se pose davantage la question de l'épanouissement du militant en tant qu'il milite, plutôt que des solutions objectives pour pouvoir changer le monde. C'est également une idéologie souvent de type idéaliste, qui pense qu'il faut changer les mentalités avant de changer la société. Dans une période qui suit une longue crise du mouvement ouvrier, et des attaques de toute part visant à anéantir le marxisme jusque dans ses fondements (le matérialisme historique), ce type d'idéologie se développe facilement. Et son développement est d'autant facilité que la place de la radicalité a été laissé vacante par les réformistes de tout poil. Les directions syndicales et leur politiques traitre ont contribué à dénigrer le principe même de la syndicalisation voire de l'organisation ; et l'adaptation de la « gauche » et des PC au système a tendu à contribuer à l'image du « tout se vaut » ; enfin avec la chute du mur de Berlin tout espoir d'une autre société possible s'est effondré.

Mais dans ce contexte de recul de l'idéologie marxiste, le capitalisme, lui, n'a pas cessé d'être le système barbare de l'exploitation sans merci et du toujours plus de profit. La peur de l'avenir devient croissante chez les jeunes. Les emplois stables vont manquer, la précarité va croissante et touche de plus en plus de jeunes. Y compris dans la petite bourgeoisie, ce sentiment d'insécurité face à l'avenir règne.

La radicalité, l'envie d'en finir avec le système se développe donc avec les outils qu'elle a sous la main, qui ne sont pas ceux du marxisme. Beaucoup d'étudiants mèlent à la fois un sentiment de haine à l'égard du capitalisme, et à la fois ils sont persuadés que le communisme est une pure utopie. Alors, « plutôt que de combattre le système, passons nous en » : l'ouverture d'un squat auto géré se substitue à la lutte de classes et faire des manifs sauvages devient un principe puisqu'il ne faut pas la police impose le trajet.

La meilleure façon de faire mourir ces courants dans l'oeuf, c'est de leur ôter la place de se développer, c'est d'avoir nous la politique la plus claire possible. Si nous refusons d'expliquer notre programme, de dire que nous sommes des révolutionnaires, que nous voulons détruire l'Etat bourgeois, que nous ne participons à la mascarade de ses élections que pour des raisons tactiques, etc. en somme si nous refusons d'affirmer que nous sommes des révolutionnaires, alors nous laissons la porte ouverte à ce que la jeunesse mobilisée et radicalisée nous passe sous le nez, plus attirée par le gauchisme de ces courants.

En outre, ces mouvements, eux, ont une politique à notre égard. Ils ont une critique systématique de nos positions. Dans les facs où nous voulons avoir de l'influence, nos adversaires politiques sont de fait les autonomes. Si nous ne gagnons pas en influence, c'est eux qui le feront. Il est nécessaire de pouvoir répondre à leurs critiques, fiers des idées pour lesquelles nous nous battons.

II. Quelques éléments de débat

1. Le fonctionnement des coordinations universitaires

Beaucoup de divergences avec les militants « autonomes » apparaissent sur le fonctionnement des coordinations nationales (étudiantes en général), principalement sur la question des mandats. Leur rigidité sur la question les mène à défendre une vision du mandat non seulement contre productive, mais en outre antidémocratique. Ils nient totalement la possibilité de faire confiance à un militant mandaté, ils nient l'existence d'une marge de manoeuvre dans l'interprétation des mandats, et en arrivent à une vision des coordinations totalement absurde, qui pourrait être remplacée par un échange de mail avec des cases à cocher. Mais avant de se jeter en avant dans la critique de ces positions, il faut comprendre d'où elles viennent. Elles sont en fait une réaction saine à une dérive bureaucratique trop souvent observée de la part des mandatés : des mandats « semi impératifs » qui cachent des mandats libres, qui permettent aux délégués de se prononcer sur des questions qui n'ont pas été posées à

l'AG. Souvent ces délégués se groupent en fonction de leurs appartenances politiques ou syndicales (ce qui en soi n'a certes rien de choquant), et ne tentent pas, avec les camarades avec lesquels ils ont été mandatés, de coller au mieux aux décisions de l'AG mais essaient de faire passer la ligne de leur organisation.

Car il faut rappeler que les coordinations nationales étudiantes ne sont pas un cadre entièrement démocratique. Les AG ne comportent ni majorité ni minorité, et empêchent donc ces dernières d'être représentées. C'est cet état de fait qui rend les mandats stricts, qui empêche les divergences entre délégués (sauf parfois sur l'interprétation d'un mandat).

Une autre des divergence fondamentale repose dans le rôle que nous voulons donner aux coordinations. Elles doivent être pour nous les organes de direction du mouvement (impliquant donc l'élection d'un comité national de grève entre deux coordinations, pour assurer la direction). Nous ne revenons pas ici sur les arguments qui ont été en cette faveur. Mais cette question montre bien que le courant autonome a beaucoup d'influence sur les mouvements. Très large est la part des étudiants qui refuse l'idée d'un comité de grève élu en donnant l'argument de la bureaucratie. Cela montre bien à quelle point la lutte idéologique est nécessaire.

2. La vision de l'avant-garde

Pour nous, l'avant-garde est avant tout une réalité. Dans tous les conflits ouvriers, étudiants, il y a de fait une avant-garde qui se distingue et qui dirige le reste du mouvement. L'avant garde existe, mais si les masses sont passives, l'avant-garde est impuissante ou ultra-gauchiste.

La question principale que nous nous posons, c'est la politique à avoir à l'égard des masses. Le mouvement autonome pense que l'avant-garde à elle seule suffit, qu'elle peut faire l'Histoire à la place des masses, et se dispense donc d'avoir une politique à leur égard.

3. La question de la violence

Sur cette question encore, la mouvance autonome part d'un constat juste : l'Etat est un organe de domination d'une classe sur une autre, et la prise du pouvoir ne saurait se faire sans violence, il n'y a aucun scrupule moral à avoir à être violent envers les représentants de l'ordre bourgeois. A cela il faut leur répondre que nous avons un total accord avec eux. Oui la bourgeoisie est prête à tout, y compris a réprimer ses opposants dans des bains de sangs (les exemples ne manquent pas), et même à avoir recours au fascisme pour mater la révolution montante. Non, face à ces gens-là, nous, militants révolutionnaires, nous n'avons pas peur, pas de scrupules à être violents. Mais si nous ne faisons pas de la non-violence un principe, l'utilisation systématique de la violence n'en est pas un non plus. La seule violence qui sert, c'est celle des masses. Nous revenons ici à l'argument que nous avons donné plus haut de nos divergences sur

la notion d'avant-garde. La question que se pose un révolutionnaire n'est pas « est-il acceptable moralement de tuer le patron de telle multi nationale ? », la question est « est-ce utile ? ».

Par ailleurs nous n'avons pas à rougir (si, toujours), car quelles que soient nos divergence tactiques, entre la défense de Coupat ou de l'Etat bourgeois, nous n'hésitons pas un instant, et nous publions des communiqués, appelons et participons à toutes les actions de soutien contre la répression de l'Etat que nous combattons. Mais cela ne nous dispense pas d'expliquer que les méthodes employées ne sont à notre avis pas les bonnes.

Ces éléments très partiels entendent contribuer au débat sur la politique à mener envers une des composantes importantes des mouvements étudiants.

M. (Comité Sorbonne), le 1 avril 2011